

La patronne de la Direction du développement et de la coopération évoque un monde en pleine mutation

L'aide humanitaire est à un tournant

BAYRON SCHWYD

Coopération ▶ Guerre en Ukraine, escalade au Proche-Orient, conflits au Soudan et dans l'est de la République démocratique du Congo, impact du dérèglement climatique... le monde est confronté à des crises d'une ampleur rare. Et pour ne rien arranger, les fonds destinés à l'aide humanitaire sont malmenés comme jamais, avec, en pointe, la décision de l'administration Trump de tailler massivement dans les financements de programmes à l'étranger par l'agence américaine de développement, USAID, promise au démantèlement.

En Suisse aussi, le parlement a décidé de couper dans le budget de la Direction du développement et de la coopération (DDC). Entretien avec Patricia Danzi, sa directrice.

Comment la DDC parvient-elle à faire face à la multiplication des crises dans le monde?

Patricia Danzi: Nous sommes habitués aux crises. Et nous sommes organisés pour y faire face. Depuis ma prise de fonction en mai 2020, nous avons, entre autres, connu la pandémie de Covid-19, la prise de pouvoir des talibans en Afghanistan, le conflit meurtrier au Soudan... A chaque fois, nous avons été capables de nous réorganiser et de réattribuer nos moyens vers les endroits où les besoins étaient les plus importants.

Vos moyens ont toutefois été revus à la baisse au profit de la défense...

Oui. En raison des coupes décidées par le parlement en décembre 2024, la DDC a été contrainte de redéfinir ses priorités, notamment sur le plan géographique, thématique et sur la scène multilatérale. Tout cela en tenant compte des autres acteurs suisses qui restent engagés ainsi que de la valeur ajoutée de la coopération suisse en comparaison avec d'autres pays. Par conséquent, elle mettra un terme d'ici à fin 2028 aux programmes bilatéraux en Albanie, au Bangladesh et en Zambie, et cessera dès cette année de verser des contributions à certaines organisations internationales tout en les réduisant pour d'autres. Je rappelle toutefois que les activités en lien avec l'aide humanitaire, la promotion de la paix et le soutien à l'Ukraine ne sont pour l'instant pas concernées directement.

Comment vos partenaires ont accueilli ces nouvelles de la part d'un pays connu pour sa tradition humanitaire?

Nos annonces sont tombées presque en même temps que celle du gel pour 90 jours des fonds américains pour la coopération internationale. Nos partenaires étaient encore donc principalement sous le coup de la décision des Etats-Unis. Les montants en jeu sont gigantesques et sans commune mesure avec nos coupes (avec un budget de 42,8 milliards de dollars, soit 38,02 milliards de francs, l'USAID représente 42%

Patricia Danzi est à la tête de la DDC depuis 2020.

KEYSTONE



de l'aide humanitaire déboursée dans le monde, ndr). Le choc est d'autant plus violent que le gel américain a été décidé du jour au lendemain, contrairement à nos coupes réalisées plutôt de manière graduelle, dans une certaine logique et en cherchant le dialogue.

La semaine dernière, Marco Rubio, le secrétaire d'Etat américain, a acté le changement de cap de son pays, en annonçant mettre fin à près de 5800 des financements de programmes accordés dans le monde par l'agence américaine de développement, soit 92% des financements de l'USAID. Comment analysez-vous cette nouvelle?

Chaque pays est souverain concernant les moyens qu'il désire investir dans la coopération internationale ou dans l'aide humanitaire. Mais il est vrai qu'un gel immédiat comme cela qui a été décidé avec une

telle ampleur, c'est extrêmement violent pour les pays et les communautés concernés. C'est un véritable séisme. Qui a pris tout le monde par surprise. Cela risque d'avoir un impact sur les objectifs de développement durables de l'ONU, de nombreux projets de développement qui visent une amélioration systémique à long terme, mais également sur la Genève internationale ainsi que sur les ONG suisses. Beaucoup de partenaires sont déjà venus vers nous pour nous demander si nous pouvions donner davantage, combler un peu le retrait américain.

La DDC pourrait faire un geste?

Nous faisons nous-mêmes face à une pression budgétaire importante, ce qui rend cette hypothèse difficilement envisageable. De notre côté, nous sommes en discussion avec nos partenaires, nos représentations à travers le monde pour

mieux saisir les impacts de la décision américaine dans chaque contexte. Nous faisons aussi une analyse de nos projets cofinancés par des fonds américains, pour voir quelles suites pourront leur être données. Nous avançons au jour le jour, mais il est possible qu'une part d'entre eux sera interrompue.

Des élus ont aussi appelé à un soutien plus important de la Confédération pour compenser, même de manière infime, le gel des fonds américains. Allez-vous demander des crédits supplémentaires pour le faire?

Ce n'est pas à l'ordre du jour. Il faut tout d'abord voir ce qui ressortira des discussions au parlement durant cette session de printemps. Après, il faut comprendre que les montants en jeu sont juste énormes. Ni la Suisse, ni d'autres acteurs ne pourront compenser la totalité des fonds remis en question. Il régn

aujourd'hui une période de grande incertitude, car beaucoup de choses restent encore en suspens du côté des Etats-Unis. Mais il faut se rendre à l'évidence: le monde humanitaire, du développement et du multilatéralisme ne sera plus le même à l'avenir. La réforme sera profonde. C'est certain.

Des fondations ou des fonds privés peuvent-ils être la solution si les Etats donnent moins, ou plus du tout?

C'est une utopie de le penser. Ils ne pourront jamais compenser l'intégralité des montants. Le secteur privé a un rôle à jouer dans le développement des pays émergents, mais il ne faut jamais oublier que son objectif est de faire des bénéfices. Des fonds initiaux, via des garanties d'Etat ou de banques, sont souvent demandés avant tout investissement.

Andreas Missbach, le directeur général d'Alliance Sud, un groupe d'actions composé de six ONG suisses, a déclaré qu'il y aura des morts en raison de l'arrêt de l'aide américaine. Faites-vous la même prévision?

Oui, il y en a et il y en aura, tant cela a été abrupt. Quand des distributions alimentaires ne se font pas, que des médicaments ne sont pas délivrés ou que des traitements médicaux ne peuvent être réalisés dans des moments de crise, il y a forcément des morts. Dans certains pays, 60% des programmes humanitaires étaient financés par les Etats-Unis. Cela va cependant être difficile de quantifier le nombre de personnes qui auraient pu être sauvées grâce à ces différents soutiens.

BIO EXPRESS

1969
Nait à Fribourg, elle grandit dans le canton de Zoug.

1996
Représente la Suisse aux JO en heptathlon. Elle termine 23^e.

1996 à 2008
Rejoint le CICR et est nommée successivement déléguée dans les Balkans (Bosnie, Serbie, Monténégro, Kosovo), au Pérou, en RDC et en Angola.

2008 à 2015
Assure la direction des opérations du CICR sur le continent américain.

2015 à 2020
Devient directrice régionale du CICR pour l'Afrique.

Dès 2020
Est nommée directrice de la DDC.

«Quand des distributions alimentaires ne se font pas, il y a forcément des morts»

Patricia Danzi

«Un agenda en danger»

Pour Patricia Danzi, la nouvelle stratégie américaine ne remet pas en question l'existence de la Genève internationale. Car «Genève restera un centre de discussions mondial, une capitale humanitaire, de paix, mais oui, des organisations auront de graves problèmes financiers». En revanche, la remise en cause de l'aide humanitaire l'inquiète.

L'existence même de l'aide humanitaire est aujourd'hui remise en cause, alors que c'était inenvisageable il y a encore quelques années. Comment l'envisagez-vous?

Patricia Danzi: L'argument «Notre argent pour nous, d'abord, et avant les autres» porte aux Etats-Unis, en Europe mais aussi en Suisse. La tendance au repli est com-

préhensible, humaine par temps de crise, mais cela ne vous avancera pas à long terme. La crise du Covid nous a rappelé que tout est interconnecté. Si cela ne va pas bien autour de nous, sur le plan de la santé, du climat notamment, cela nous affectera à terme.

Pourquoi investir dans la coopération internationale est-il si important?

Les résultats sont clairs ces cinquante dernières années, avec une réduction importante de la pauvreté, de la mortalité, des enfants et des mères notamment. Nous sommes aussi parvenus à établir un langage commun, avec 17 objectifs de développement durable partagés jusqu'en 2030, qui permet d'avancer sur des indicateurs clairs concernant la qualité de

l'eau, la santé... Mais cet agenda commun est clairement en danger aujourd'hui. Avec lui, il y a des objectifs communs, pour le bien de l'humanité et de la planète. C'est une priorité absolue de ne pas perdre cela. Comme ne pas perdre la boussole du droit international, qui est aussi menacé.

N'êtes-vous pas personnellement découragée par la situation?

Il est important de garder la tête froide et de ne pas paniquer dans ces moments de changements brusques. En Suisse, nous n'avons aucune raison majeure de nous plaindre. L'économie se porte bien, nos salaires sont payés, nous avons suffisamment à manger, l'eau est potable, l'air est propre. **BS**